

8.5. Politique de la ville-habitat-logement

Convention annuelle entre la Communauté de Communes du Genevois et l'association « Pour le Logement Savoyard – Agence Départementale d'Information sur le Logement »

Le Président de la Communauté de Communes du Genevois,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5211-10 ;

Vu les statuts de la Collectivité, et notamment le Programme Local de l'Habitat n° 3 approuvé le 25 septembre 2023 ;

Vu le projet de territoire 2020-2026 approuvé par délibération n° 20211213_cc_adm114 du Conseil communautaire du 13 décembre 2021, et notamment sa fiche n° 3 développement d'une nouvelle politique de logement ;

Vu la délibération n° 20200708_cc_adm57 du Conseil communautaire du 08 juillet 2020 relative au procès-verbal d'élection du Président, des Vice-Présidents et des autres membres du Bureau ;

Vu la délibération n° 20200720_cc_adm95 du Conseil communautaire du 20 juillet 2020, modifiée par délibération n° 20220620_cc_adm96 du Conseil communautaire du 20 juin 2022, portant délégations de pouvoir du Conseil au Bureau communautaire et au Président, et notamment Prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des conventions de partenariat avec des organismes publics ou privés dont les engagements financiers sont inférieurs à 10 000 €, et prévus au budget » ;

Vu la délibération n° 20230626_cc_hab_64 du Conseil communautaire du 26 juin 2023 portant arrêt du plan intercommunal d'attribution des logements sociaux ;

Vu la convention annexée à la présente décision ;

Considérant :

- Que l'association « Pour le Logement Savoyard – Agence Départementale d'Information sur le Logement » (PLS.ADIL 74) assure depuis 2016 une mission d'enregistrement des demandes pour les organismes bailleurs de l'Union Sociale de l'Habitat de la Haute-Savoie (USH74), ainsi que pour les collectivités l'ayant mandatée à cet effet ;
- Que la Direction Départementale de la Cohésion Sociale a également confié à l'association PLS.ADIL 74 la mission de gestionnaire territorial du système national d'enregistrement des demandeurs de logements sociaux ;
- Que la Communauté de Communes du Genevois (CCG) adhère à l'association, d'une part afin de bénéficier des données statistiques sur son territoire et d'autre part, pour que celle-ci poursuive sa mission d'enregistrement de la demande en logement locatif social public pour les Communes du territoire l'ayant mandatée ;
- Que l'adhésion à l'association implique la signature d'une convention annuelle, annexée à la présente décision, et une participation s'élevant pour l'année 2024 à 10 centimes d'euros par habitant, soit un montant de 4 957 € pour la CCG ;

DECIDE

Article 1 : d'approuver la convention avec l'association PLS.ADIL 74 au titre de l'année 2024, annexée à la présente décision.

Article 2 : de rappeler que les crédits sont inscrits au budget principal – exercice 2024 – chapitre 65 - autres charges de gestion courante

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et toutes pièces annexes.

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Président à accomplir toutes les démarches et à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Archamps, le 12 avril 2024

Le Président, Pierre-Jean CRASTES

Le Président certifie le caractère exécutoire
de cette décision télétransmise en Préfecture
le 19/04/2024
et publiée électroniquement le 19/04/2024



La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Président ou d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou sa notification.

**CONVENTION ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GENEVOIS ET L'ASSOCIATION POUR LE
LOGEMENT SAVOYARD – AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT****AU TITRE DE L'ANNEE 2024****ENTRE :****LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU GENEVOIS**

Représentée par son Président, Monsieur

Habilitée aux présentes en vertu de la délibération n°.....en date

ET :**L'association "Pour le Logement Savoyard – Agence Départementale d'Information sur le Logement
(PLS.ADIL 74)"**

Représentée par sa Présidente, Madame Aurore TERMOZ

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour but de fixer les relations partenariales entre l'association "PLS.ADIL 74" et la Communauté de communes, qui adhère à l'association en tant que membre de l'Assemblée générale.

Article 2 : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

La Communauté de communes contribue financièrement au fonctionnement de l'association dont le budget annuel est arrêté par le Conseil d'administration de l'association PLS.ADIL 74.

La Communauté de communes verse à l'association une subvention annuelle de fonctionnement dont le montant, déterminée en fonction de la population totale légale au 1^{er} janvier 2024, a été calculé sur la base de 10 centimes d'euros/hab.**La subvention pour l'année 2024 de l'EPCI s'établit à 4 957 € (population prise en compte : 49 572 habitants).****Article 3 : ENREGISTREMENT DES DEMANDES DE LOGEMENT SOCIAL ET ACCES A L'APPLICATION PLS****3-1/ ENREGISTREMENT DES DEMANDES DE LOGEMENT SOCIAL**

Au titre de la convention, les services enregistreurs peuvent confier à PLS.ADIL 74 l'enregistrement des

demandes de logement social.

PLS.ADIL 74 enregistre toutes les demandes qui sont présentées et visées par les services enregistreurs. Ceux-ci vérifient l'identité du demandeur et transmettent les formulaires complets le plus régulièrement possible et par tous moyens (voie postale, courriel...).

Les demandes envoyées directement à PLS.ADIL 74 ne seront pas enregistrées.

PLS.ADIL 74 enregistre directement les demandes dans l'application informatique nationale disponible sous internet (SNE) et rattache les pièces justificatives (carte d'identité ou titre de séjour et avis d'imposition). Outre les demandes initiales, PLS enregistre les modifications et les renouvellements.

PLS.ADIL 74 est responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent et s'engage à exécuter le service d'enregistrement des demandes conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, dans le respect des droits des demandeurs.

PLS.ADIL 74 s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation. Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà du terme de sa mission.

PLS.ADIL 74 déclare avoir contracté une assurance garantissant sa responsabilité professionnelle.

Les services enregistreurs sont responsables vis-à-vis des tiers des obligations nées de l'exécution du service d'enregistrement des demandes de logement social confié à PLS.ADIL 74.

3-2/ ACCES A L'APPLICATION PLS

Au titre de la présente convention, les services enregistreurs disposent d'un accès à l'application PLS, tant que celle-ci est maintenue par les bailleurs sociaux, au niveau local.

Celui-ci permet aux services enregistreurs d'accéder aux données nominatives et statistiques relatives aux demandeurs de logement social sur leur territoire. Les informations consultables et exploitables sont celles autorisées concernant la demande locative sociale située sur l'EPCI.

Les personnes autorisées à consulter ou exploiter les informations tirées du site extranet de PLS.ADIL 74 sont placées sous l'entière responsabilité des services enregistreurs.

Les informations doivent être strictement utilisées conformément à la législation relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement européen sur la protection des données (paru au journal officiel de l'Union européenne et qui entrera en application le 25 mai 2018).

Article 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est signée pour une durée de 1 an et prend effet à compter du **1^{er} janvier 2024**.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant signé par les parties.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée, à l'initiative des deux parties, par lettre simple, en respectant un préavis d'un mois, dans les cas suivants :

- en cas de difficultés techniques ou modification de la réglementation en vigueur rendant impossible la poursuite de l'exécution de la présente convention ;
- en cas d'inexécution par PLS.ADIL 74 des obligations mises à sa charge au titre de la présente convention ;
- pour tout motif d'intérêt général.

Article 7 : LITIGES

Tout litige survenant lors de l'exécution de la présente convention sera soumis au Conseil d'Administration de l'association. Sans accord des parties, le litige sera porté devant le tribunal compétent.

Fait à Annecy, le

Fait en double exemplaire,

Pour la Communauté de communes

Pour PLS.ADIL 74

Le Président

Pour la Présidente, Aurore TERMOZ

Le directeur


Philippe de LONGEVIALLE